

200 millions de francs pour désavouer Bertrand Zibi Abeghe

Marie Julie Biloghe Bi Nze Ndong, ministre d'Ali Bongo et native de Minvoul, passe de très mauvais moments, elle qui se dit doyenne politique du coin. Elle a peur d'être tenue pour responsable de la gifle zibilisatrice infligée à Ali Bongo et d'avoir à payer de son poste, pour cette humiliation. Ainsi pour motiver les populations de Bolossoville à organiser une marche au cours de laquelle elles désavoueraient Bertrand Zibi Abeghe, une somme de 200 millions de francs serait actuellement en jeu. Elle tente le tout pour le tout.

Cette sortie de madame la ministre enlève tout crédit aux propos tenus par Ali Bongo à la suite de la démission de Zibi Abeghe. Elle démontre surtout un pouvoir aux abois sans véritable plan de communication. C'est vraiment pathétique. Comme un diable trempé dans l'eau bénite, Marie Julie Biloghe Bi Nze Ndong craint d'être tenue pour responsable de ce mémorable camouflet infligé à Ali Bongo le 23 Juillet 2016 à Bolossoville. Pour cette humiliation historique, elle voit donc son petit poste en danger. Elle entreprend de tout faire pour dézibiliser la situation. En compagnie d'autres cadres du PDG originaires de Minvoul, elle est passée à la télévision d'Etat dénoncer l'acte zibilisateur du 23 Juillet dernier. Mais malheureusement pour les PDGistes, la zibilisation est indélébile, c'est-à-dire, ineffaçable. Même en allant organiser des marches à Minvoul en soutien à Ali Bongo, comme Marie Julie Biloghe Bi Nze Ndong

promet de faire, la messe d'été dite. Son champion, ne le mérite pas.

Ce qui est sûr, c'est qu'elle n'était pas dans la confiance car juste après la démission fracassante de Zibi Abeghe, Ali Bongo a prétendu être au courant de ce qui devait arriver. Sans doute pour sauver la face. Car connaissant l'homme, le peureux, il devait annuler cette étape. Toute honte bue, Marie Julie ne cesse de se fendre en excuses au cours des déclarations dans lesquelles elle dénonce un «incident» pouvant occasionner des troubles au sein du Parti démocratique gabonais (PDG). Tout en pleurnichant sur son sort, elle souligne que jamais un acteur politique ou cadre originaire du département du Haut-Ntem ne s'était comporté comme Bertrand Zibi Abeghe. Ce qu'elle a oublié de dire, c'est qu'il s'est armé d'un courage exceptionnel.

Tout comme on peut le voir, la ministre déléguée à l'Economie a reproché à l'ancien député de s'être adressé au président de la République sur «un style méprisant», sur fond de

«propos discourtois et dénués de tout fondement», comme s'il était son sous-fifre. Elle ne sait peut-être pas que sur le plan protocolaire, un député vient avant le ministre. Bref. Elle a assuré que cette démission ne reflète pas le positionnement politique de Minvoul,

et qu'elle compte organiser des manifestations à Ali, crédibilisant ainsi les propos du député démissionnaire, qui a récemment affirmé qu'une enveloppe de 200 millions de francs a été mise à la disposition des populations de Minvoul pour l'organisa-

tion d'une campagne de soutien au candidat du PDG et de dénigrement à son encontre. Peine perdue car Minvoul est de cœur avec Zibi.

Peut-on dire que les 200 millions vont développer Minvoul ? Il y a de quoi à avoir honte. Pour l'histoire

de Minvoul en particulier, et du Gabon en général, les générations futures apprendront que le 23 juillet 2016 à Bolossoville, un valeureux député humilia un président de la République.

Emmery Ben Ngalibika

Délétère climat sociopolitique

Le PS appelle à la libération immédiate des détenus d'opinion au Gabon

Le Parti socialiste français invite les pouvoirs publics à libérer immédiatement les militants de l'opposition et de la société civile arrêtés ces dernières semaines.

Le Parti socialiste français (PS) a, au cours d'une audience accordée, le 28 juillet 2016, aux représentants du Conseil représentatif des associations noires (Cran) et des organisations non gouvernementales, dénoncé les arrestations arbitraires au Gabon, appelant à la libération immédiate des détenus d'opinion. «(Le PS) exprime sa vive préoccupation pour le climat social et politique délétère au Gabon, à moins d'un mois du scrutin présidentiel», a affirmé son secrétaire national, chargé du pôle mondialisation-régulation-coopération, Maurice Braud.

Venus de plusieurs pays d'Afrique, ces représentants du Conseil représentatif des associations noires (Cran) et des organisations non gouvernementales ont saisi cette occasion pour dénoncer la répression exercée par les régimes autoritaires et dictatoriaux d'Afrique.

Par ailleurs, il y a lieu d'indiquer que le Parti socialiste français a également marqué son soutien au dispositif dénommé «Alerte Arrestation Arbitraire (AAA)», mis en place par des organisations des sociétés civiles africaines pour défendre et promouvoir les valeurs universelles que sont les droits de l'homme et la démocratie. «Ce dispositif d'alerte rappelle à chacun ses obligations et devoirs, y compris pour les chefs d'Etat concernés, en matière de respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance adoptée par l'Union africaine», précise le PS.

Stevy Owono Eya